

COMPTE-RENDU
DU SEMINAIRE INTERNATIONAL

**« GOUVERNANCE, DEMOCRATIE
ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :
Les grandes tendances de l'opinion publique
au Mali et en Afrique »**

Bamako, 11-12 juin 2004

Un séminaire international ayant pour thème « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté ; Les grandes tendances de l'opinion publique au Mali et en Afrique » s'est tenu à Bamako les 11 et 12 juin 2004. Cet événement a été organisé avec l'aide du centre Djoliba par la représentation de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) à Bamako, par DIAL (Développement et Insertion internationale) et par Metagora/Paris 21. Cette manifestation a bénéficié du soutien d'AFRISTAT, de la Coopération Suisse, de la GTZ et de l'USAID.

Le thème de la gouvernance et de la démocratie est aujourd'hui au centre des débats. La gouvernance (« bonne gestion des affaires publiques » selon la définition habituelle) et la démocratie sont ainsi à la fois considérées comme des éléments influant sur le développement économique et comme des objectifs en soi, du point de vue du respect des droits humains au sens large. Cependant l'état des connaissances empiriques dans ce domaine reste lacunaire, en particulier en Afrique sub-saharienne, une région pourtant considérée comme particulièrement déficiente en la matière.

Dans ce contexte, le séminaire international organisé dans la capitale malienne avait pour objectifs de faire le point sur l'état des connaissances sur cette question sur ce pays, à partir de la comparaison des résultats de trois programmes d'enquêtes d'opinion replacés dans une perspective régionale.

En mettant en présence des chercheurs nationaux et internationaux, des acteurs du développement, des représentants de la société civile, du secteur public, ainsi que ceux des bailleurs de fonds, le séminaire a constitué un forum d'échanges et de discussions. Les réflexions ont validé l'approche retenue, qui constitue à la fois un outil de connaissance et un instrument du débat démocratique, tout en permettant d'esquisser des perspectives d'institutionnalisation de ces dispositifs d'enquêtes.

L'ensemble des documents présentés dans le cadre du séminaire sont disponibles sur le site : <http://www.dial.prd.fr>.

Historique du séminaire

Fin 2001, la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) du Mali, réalisait une enquête sur la gouvernance et la démocratie dans le pays, dans le cadre du projet régional PARSTAT de la commission de l'UEMOA, avec l'appui d'AFRISTAT et de DIAL. C'était la première fois que la DNSI abordait des thématiques semblables dans ses enquêtes. Une fois l'enquête réalisée et les premiers résultats obtenus, la question s'est alors posée d'évaluer la qualité et la robustesse des résultats obtenus.

Une première recherche menée par DIAL en 2002 a permis de découvrir que cette enquête n'était pas unique au Mali. Parallèlement et dans l'ignorance mutuelle, deux autres projets régionaux étaient aussi engagés dans la réalisation d'enquêtes auprès des ménages abordant les mêmes thématiques, à savoir les enquêtes du réseau Afrobaromètre et les enquêtes commanditées par la CEA. Le contact a alors été pris par François Roubaud, chercheur de l'IRD et concepteur de l'*enquête 1-2-3*, avec les responsables maliens des deux autres initiatives (Konimba Sidibe pour la CEA et Massa Coulibaly pour Afrobaromètre), qui ont donné lieu à de premières discussions informelles. A cette date, l'*enquête 1-2-3* était en phase de traitement, l'enquête CEA encore sur le terrain et le projet Afrobaromètre préparait un second passage après une première expérience en 2001.

Un an plus tard, les choses étaient mûres pour aller plus loin. Lors d'un atelier régional de traitement des données de l'*enquête 1-2-3* organisé par AFRISTAT à Bamako en mai 2002, une rencontre a été organisée entre François Roubaud et le Professeur Brunet-Jailly représentant de l'IRD au Mali. Celui-ci s'est montré vivement intéressé à participer à une manifestation scientifique autour de la comparaison des trois projets et à l'organisation d'un débat public sur ces questions ; la philosophie d'un tel évènement correspondant parfaitement aux missions institutionnelles de l'IRD, ainsi qu'à la volonté personnelle du professeur Brunet-Jailly de contribuer à l'animation de la communauté scientifique dans le pays, comme cela peut être fait par d'autres canaux avec la publication régulière du journal d'information scientifique *Actualité de la recherche au Mali*. Une réunion plus large impliquant les trois experts maliens mentionnés ci-dessus a permis de valider l'initiative à laquelle ils ont accepté de participer d'enthousiasme.

Sur cette base, le processus était définitivement enclenché. Mais il aura fallu une année supplémentaire pour préparer le colloque : depuis la définition du contenu, des modalités et des financements de l'opération. L'ensemble de ces actions ont été organisées conjointement à Bamako, autour du point focal de la représentation de l'IRD au Mali, et à Paris, à DIAL, avec l'engagement de deux nouveaux chercheurs : Mireille Razafindrakoto, spécialiste de la thématique et Jean-Pierre Cling, directeur de DIAL. En octobre 2003, le département de l'information et de la communication de l'IRD, acceptait la demande conjointe (unité de recherche DIAL/Cipre – représentation de l'IRD au Mali) de financement du colloque pour un montant de 6 000 euros. Les démarches engagées à Bamako débouchaient sur un intérêt unanime des bailleurs de fonds et des promesses de contributions d'un montant total de 6000 € (GTZ, Coopération suisse, USAID). Enfin, après avoir été soumis à l'équipe de coordination du projet METAGORA lors d'une réunion début 2004, ce projet décidait de financer la manifestation à raison de 15 000 euros.

Après quelques incertitudes dues au calendrier électoral malien, la date du séminaire était fixée au 11 et 12 juin 2004 au centre Djoliba de Bamako.

Objectifs du séminaire

Le Mali dispose aujourd'hui de données de sondage d'opinion sur toutes les questions relatives à la démocratie, à la gouvernance et aux réformes économiques, grâce à trois projets internationaux tous représentés et exécutés par des organismes nationaux. Ce sont les projets:

- ❑ **Afrobaromètre**, réseau indépendant fondé à l'initiative du Département de sciences politiques de l'Université d'Etat du Michigan (MSU), de l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud

(IDASA) et du Centre pour le développement démocratique (CDD-Ghana). Ce réseau est représenté au Mali par le centre de recherche universitaire GREAT (Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique) qui assure l'exécution des tâches d'enquêtes, de traitement et d'analyse des résultats, avec l'appui technique des partenaires du Réseau Afrobaromètre.

- ❑ **La Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA/NU)**, qui a mis en place un dispositif d'enquête à la demande du NEPAD, dans le cadre de la procédure d'évaluation par les pairs que prévoit ce dernier ; l'enquête de la CEA au Mali est entièrement exécutée et exploitée par Koni Expertise, cabinet de conseil en gestion des ressources publiques et des entreprises.
- ❑ **Et les *Enquêtes 1-2-3***, confiées à la DNSI (Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, organisme public de production, de publication et de diffusion de statistiques) ; ces enquêtes ont essentiellement pour objectif de combler les lacunes des systèmes de comptabilité nationale en matière d'évaluation du niveau de vie et de bien-être de la population ; leur méthodologie a été adoptée par AFRISTAT, après avoir été mise au point par DIAL.

Face à la moisson considérable d'informations recueillies et à l'éclairage que peuvent apporter au renforcement de la démocratie et de l'efficacité économique les publications de ces trois séries de rapports d'enquêtes, il est apparu opportun d'organiser une rencontre des trois organismes impliqués pour débattre de thèmes scientifiques transversaux à leurs projets respectifs. Le centre IRD de Bamako a été retenu comme point focal de cette initiative.

Les trois projets ont partagé au cours d'un atelier méthodologique d'une journée (vendredi 11 juin) leurs expériences en matière d'enquêtes, de traitement informatique et d'analyse des données, notamment les difficultés rencontrées et les solutions apportées pour parvenir à une plus grande crédibilité scientifique des approches. Les discussions se sont appuyées notamment sur les contributions écrites de chacun des experts nationaux des trois projets (voir textes en ligne).

Ensuite une conférence-débat d'une journée (samedi 12 juin) a été organisée à l'intention d'un public composé de décideurs politiques, de partenaires au développement, de chercheurs, d'universitaires et de représentants de la société civile. Les débats se sont nourris d'une dizaine de présentations (également disponibles en ligne). Les travaux méthodologiques préalables à la comparaison, comme la conférence-débat ont porté sur les trois thèmes suivants :

1 : Gouvernance

La corruption dans la gestion des affaires publiques

Ampleur du phénomène

Structures les plus concernées par le phénomène

Etat de droit

Réalité dans les textes de base

Réalité dans les pratiques, mesurée par:

La volonté des dirigeants ou leur adhésion à l'Etat de droit

La capacité des institutions

Le respect de l'Etat de droit

Politiques économiques et environnement des affaires

2 : Démocratie

La légitimité de la représentation politique

Militantisme

Vote

Opinions sur les élus ou perceptions de la représentativité des élus

Régime politique

Perceptions de la démocratie au Mali

3 : Lutte contre la pauvreté

La lutte contre la pauvreté

Place de la pauvreté parmi les problèmes nationaux

Perceptions populaires de la pauvreté

Ciblage de la pauvreté dans l'allocation des ressources publiques

Mesure et profils de la pauvreté

L'accès aux services publics

Aspect géographique

Aspect financier

Qualité des services

L'ATELIER METHODOLOGIQUE ENTRE SPECIALISTES : COMPARAISON DES TROIS METHODES D'ENQUETES

La première journée du séminaire (vendredi 11 juin) a été consacrée à une discussion méthodologique à partir de la comparaison des trois programmes d'enquêtes.

Les promoteurs de ces programmes considèrent que la démocratie et la « bonne gouvernance » sont des facteurs fondamentaux pour le succès des politiques de développement en général qui constituent aussi des objectifs en soi du point de vue du respect des droits humains au sens large. Dans ce cadre, il s'agit d'utiliser les enquêtes statistiques représentatives auprès des ménages pour construire des indicateurs de la gouvernance et de la démocratie dans les pays en développement.

Ces enquêtes posent trois types de questions, selon des proportions différentes :

- des questions subjectives d'opinion (par exemple le jugement sur le fonctionnement de la démocratie, les valeurs, etc.) ;
- des questions objectives portant sur des pratiques sociales et des comportements (accès aux services publics, corruption subie, comportement électoral, etc.) ;
- des caractéristiques socio-économiques conventionnelles (genre, âge, éducation, revenu, etc.).

Les représentants pour le Mali de chacun des trois programmes d'enquêtes ont d'abord présenté de manière synthétique les principales caractéristiques de leur programme résumées ci-après.

a/ Enquêtes Afrobaromètre

L'équipe s'attache à suivre, dans 15 pays africains, la perception qu'a « l'homme de la rue » des problèmes de démocratie, réformes économiques, droit de l'homme (1 200 personnes interrogées au Mali en 2003) avec une enquête tous les deux ou trois ans. L'enquête effleure les questions des revenus et du niveau d'éducation, ce qui permet de faire des corrélations entre la perception, le niveau d'éducation et le niveau social. Afrobaromètre s'attache à respecter strictement la parité des interviews (hommes/femmes). L'échantillon est probabiliste stratifié (région, urbain/rural, sexe), sur spécification d'Afrobaromètre, qui a ses règles précises, et il est tiré par la DNSI.

Chaque enquête a un grand thème (« perception de l'économie de marché » pour la dernière, « perception de la démocratie » pour la précédente). Mais chaque pays a une certaine liberté dans le choix des questions (ce qui suppose entre autres que le codage est fait au niveau national et souligne l'importance du partenaire local). De plus, environ un tiers des questions posées par Afrobaromètre

(enquête 2003) sont comparables avec les enquêtes *Eurobaromètre* et *Latinobarómetro*. L'objectif visé est de passer à la moitié des questions comparables avec ces deux autres programmes régionaux.

b/ Enquêtes CEA

Dans le cadre du Nepad, l'UNECA souhaite promouvoir l'amélioration de la gouvernance. Un projet ambitieux est né, visant à mesurer et suivre la gouvernance. La « perception » de la gouvernance a ses limites. L'enquête s'est donc faite en trois volets : experts (ou élites), enquête, recherche documentaire.

L'enquête ménages (auprès des chefs de ménage) a été « classique ». A partir de la base de données de la DNSI, 2 050 ménages ont été tirés au sort, dans 17 strates géographiques (huit districts administratifs du Mali séparés en urbain/rural + Bamako). Le tirage de l'échantillon s'est attaché à refléter les tailles respectives des strates, des ménages,... Les ménages ont été interrogés sur leurs préférences (quel est le principal problème au Mali ? quel corps administratif est le plus corrompu ?...), avec classement ordinal des propositions.

L'enquête experts : l'UNECA fixe à 100 le nombre d'experts à interroger dans chaque pays. La classe politique est exclue de cet échantillon, puisqu'on attendait des opinions très polarisées après le boycott des élections de 1997. Pour 83 thèmes (mode d'élection des différentes assemblées, indépendance des pouvoirs, respect des droits de l'homme par les forces de police, ...), on demande de noter de 1 (mauvaise) à 5 (bonne) la gouvernance au Mali. On obtient une note moyenne censée refléter l'opinion des élites sur chacun de ces 83 thèmes, et on construit ensuite des indicateurs en additionnant ces notes.

Une enquête documentaire vient compléter certains aspects précis.

De nombreuses questions seront posées pendant la journée sur cette triple approche. L'enquête experts suscite des interrogations : même si c'est principalement elle qui est exploitée dans le document reçu, il sera vite décidé de se concentrer sur l'enquête ménages.

c/ Les modules Gouvernance-Démocratie-Pauvreté subjective de l'enquête 1-2-3

L'enquête initiale cherche à mesurer l'importance de l'économie informelle, en vue de l'intégrer dans les comptes nationaux. L'enquête a progressivement évolué vers une mesure et le suivi de la pauvreté dans ses différentes dimensions. A cette enquête se rajoutent des modules qui permettent de mesurer plus précisément certains thèmes (gouvernance, démocratie, pauvreté subjective).

En Afrique, l'enquête a été menée dans 7 capitales de l'UMEOA et à Madagascar ; parallèlement l'enquête est aussi menée en Amérique latine, dans les 5 pays du pacte andin. Le projet d'application dans la région UEMOA est né en 1993, a été formalisé en 1997 et a effectivement commencé sur le terrain en 2001. 2 500 ménages ont été tirés aléatoirement suivant un plan de sondage aréolaire stratifié à 2 degrés. Pour les modules, deux stratégies ont été retenues suivant les pays : soit l'ensemble des adultes des ménages enquêtés ont été interrogés, soit un adulte a été tiré au hasard dans chaque ménage. Entre 2 000 et 6 500 personnes sont ainsi interrogées dans chaque capitale. Au Mali, l'enquête a été conduite à Bamako : 2 500 ménages tirés, 2 400 effectivement enquêtés et 4 500 personnes ont répondu aux modules qualitatifs.

d/ Des convergences importantes

La discussion méthodologique générale a ensuite porté sur la comparaison des principales caractéristiques de chacun des projets régionaux : pays concernés ; objectifs ; méthodologie ; organisation ; thèmes abordés ; questions posées, etc. Les principales conclusions sont présentées dans le tableau ci-dessus (Source : Razafindrakoto, Roubaud, 2002, « Les enquêtes auprès des ménages en tant que dispositif de suivi de la gouvernance et de la démocratie », Seminar on *Statistics and Human Rights*, The European Commission, Eurostat, CDG Munich Centre, Bruxelles).

Tableau comparatif de trois initiatives régionales en Afrique

	Projet PARSTAT AFRISTAT / DIAL) Enquête 1-2-3	AFROBAROMETER (MSU/IDASA/CDD-Ghana)	Projet UN-ECA (Peer Review process of the NEPAD)
Pays concernés (couverture)	Capitales de 7 pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) + 7 grandes villes de Madagascar - Milieu urbain (35 000 indiv.)	15 pays (Soit 23 000 individus) - échantillon au niveau national (1200 individus/pays)	Phase 1 : 14 pays Phase 2 : 19 pays - couverture nationale (100 experts et 2000 chefs de ménages par pays)
Objectifs Méthodologie	Etat des lieux/ compréhension / mesure et suivi+comparaison Enquête statistique auprès ménages (tous les individus des ménages) Modules standardisés (sondages d'opinions) greffés à des enquêtes classiques (Enquête 1-2-3 sur emploi ou conso)	Mesure du climat social, politique et économique Suivi et comparaison entre pays enquête auprès des ménages (sondages d'opinion) (un individu/ménage) Un ensemble standardisé de questions	Suivi des progrès en termes de bonne gouvernance en Afrique ◊ Peer Review pour le NEPAD 1- Opinion d'un panel d'expert ◊ indicateur 2- Sondage d'opinions (représentative sur chef de ménage) 3- Revue documentaire (info factuelle et/ou historique sur les institutions)
Organisation (qui doit s'en charger?): Equipe centrale / Partenaires	<i>Coordination et appui technique :</i> AFRISTAT et DIAL <i>Partenaires responsables des enquêtes et analyses :</i> les Instituts Nationaux de Statistiques	<i>Réseau :</i> Institute for Democracy in SA (IDASA) ; Centre for Democratic Development CDD-Ghana ; Michigan State University (MSU) <i>Partenaires nationaux</i> (responsables enquête): Instituts recherche universit. (indép.), ONG, sect. privé	Coordination UN – CEA Partenaires : Instituts de Recherche Nationaux et/ou consultants privés (bureau d'étude) (indépendance)
Diffusion des résultats	Analyse-pays ◊ Presse locale Conférences/séminaires nationaux et régionaux large diffusion publique	Nourrit le processus de décision politique, le + souvent par les ONG Diffusion auprès des décideurs, bailleurs, journalistes / chercheurs	Atelier de discussion & de restitution des résultats au niveau national+ <i>Africa Governance Report (AGR)</i> à présenter lors du Forum Africain de Devt
Thèmes abordés	Pauvreté (multiples dimensions) Gouvernance : fonctionnement / efficacité des institutions; transparence / information Rôle / priorité de l'Etat par rapport au marché; Démocratie : Respect des principes, participation électorale, liberté d'associations & d'expression, les valeurs	Conditions de vie, capital social, sécurité Gouvernance (gestion du gouvernement, performance), gestion économique (réformes macro-économiques, principes de marché) Démocratie, Participation politique, identité nationale	Gouvernance : efficacité/ transparence, 'accountability' des institutions; Gouvernance économique (allocation budget, appui / environnement favorable au secteur privé, politique fiscale Démocratie / représentativité politique Participation électorale (+ transparence, impartialité, crédibilité) liberté d'expression
Type de questions	Trois types de questions - Opinions/ perceptions du concept / attentes - appréciation; degré de satisfaction (subjectif) - indicateurs objectifs (situations concrètes, vécues)	Trois types de questions - Opinions/ perceptions du concept / attentes - appréciation; degré de satisfaction (subjectif) - indicateurs objectifs (situations concrètes, vécues)	- Peu sur opinions / perceptions, attentes - surtout appréciation (subjective) - indicateurs objectifs (mais plutôt dans l'étude complémentaire effectuée par un consultant)
Points positifs	Flexibilité, légèreté du dispositif questionnaire léger (reproductible ◊ suivi) Coût modéré Intégration ds dispositif national → appropriation / ownership → Croisement avec variables socio-économiques (revenus, emplois, etc.)	Outil standard (Cf. pays dev.) Couverture très large (nb pays) assure indépendance des analyses	Combinaison de 3 instruments méthodologiques

Conformément au plan indiqué, la discussion s'est ensuite centrée sur les résultats fournis par les trois initiatives dans le cas spécifique du Mali. Ils ont été regroupés en trois thèmes : gouvernance / corruption ; démocratie et participation politique ; lutte contre la pauvreté et accès aux services publics. Il ne s'agissait pas d'analyser la signification des résultats obtenus (ce serait fait au cours de la seconde journée du séminaire consacrée au débat public) mais de comparer les méthodes d'enquêtes sur chacun de ces thèmes. Plus précisément, il s'agissait d'apprécier la convergence des résultats et en cas de divergences, de chercher si celles-ci pouvaient s'expliquer par des raisons méthodologiques (formulation des questions, champ couvert, etc.).

Il est ainsi apparu que plusieurs questions étaient posées de manière assez proche par les différentes enquêtes, en particulier par Afrobaromètre et les modules de l'*enquête 1-2-3*. A ces formulations comparables des questions correspondent des réponses très proches, qu'il s'agisse de la corruption subie par la population, de la perception de l'équité devant la loi, de l'opinion vis-à-vis de la démocratie, de l'évaluation sur la manière dont le gouvernement prend en compte les aspirations de la population, etc. Une première conclusion est donc la robustesse de la mesure de l'opinion publique au Mali, et plus largement, probablement en Afrique.

Malgré la grande cohérence d'ensemble, les enquêtes se heurtent à des difficultés similaires pour mesurer certaines pratiques. Ainsi, alors que les taux de participation électorale sont faibles, une majorité des personnes interrogées prétend avoir voté à l'élection présidentielle de 1997 (90% au niveau national selon CEA et 50% à Bamako selon l'*enquête 1-2-3*). Ce hiatus peut s'expliquer par un manque de mémoire électorale, par une tendance « légitimiste » des citoyens ou encore (cela sera évoqué lors de la journée publique) par la « disparition » de certains votes au sortir des bureaux de vote. Mais il témoigne aussi d'un manque de compréhension des questions de la part de personnes souvent illettrées (l'échantillon CEA recense 49 % d'illettrés, 15 % de personnes sachant lire et écrire sans éducation formelle et 17 % de personnes ayant le niveau de l'enseignement primaire). Par exemple, selon les résultats de l'*enquête 1-2-3* la notion « droite – gauche » n'est comprise que par un quart des personnes interrogées.

Le militantisme est un autre exemple d'une notion qui peut être interprétée de différentes manières : tandis que pour Afrobaromètre et l'*enquête 1-2-3* l'adhésion de la population à un parti politique se situe au-dessous de 40 %, les militants encartés représenteraient 58 % de la population selon l'UNECA.

Dans ce cadre, la formulation de la questions est importante : quelle validité accorder à une question portant directement sur la constitution par exemple ? La série de questions sur la constitution des enquêtes Afrobaromètre rencontre 18% de non réponses (contre 5 à 10% pour les autres questions plus simples).

Cette journée de discussion méthodologique a permis d'aboutir à plusieurs conclusions :

- en premier lieu, les trois dispositifs d'enquêtes fournissent des résultats cohérents et amènent à une appréciation comparable du fonctionnement de la gouvernance et de la démocratie, ainsi que de la pauvreté de la population au Mali ; cette cohérence globale légitime la méthode employée, à savoir les sondages d'opinion qui constituent une nouveauté en Afrique ;
- la discussion a également permis de mieux cerner les spécificités et les avantages comparatifs de chaque enquête. Afin d'aller plus loin dans cette comparaison, il a été convenu de pousser les comparaisons au-delà, notamment en produisant une série de tableaux sur les questions communes aux trois enquêtes et en contrôlant la définition du champ couvert (Bamako vs. le pays ; chefs de ménages vs. ensemble de la population adultes) ;
- enfin, il a été décidé de trouver un moyen de diffuser les résultats de cette journée (publication actes, etc.), afin qu'ils puissent être accessibles à tous et que la mémoire n'en soit pas perdue.

LISTES DES PARTICIPANTS A L'ATELIER SCIENTIFIQUE DU 11 JUIN 2004

NOM	INSTITUTION	SPECIALITE	Email
1. Massa Coulibaly	GREAT Afrobaromètre	Economètre	great@afribone.net.ml
2. Konimba Sidibe	Koni Expertise - CEA	Economiste	koniexpertise@cefib.com
3. Mamoud Ali Sako	DNSI – 1-2-3	Statisticien	sakomahmoud@yahoo.fr
4. François Roubaud	DIAL/Cipre – IRD	Economiste/statisticien	roubaud@dial.prd.fr
5. Marie Wolkers	Transparency International	Economiste	mwolkers@transparency.org
6. E. Gyimah-Boadi	CDD - Afrobaromètre	Political science	gyimah@cddghana.org
7. Ousman Minta	Interprète	Linguiste	minta@buroticservices.net.ml
8. Babaly Sall	Université de Saint Louis – Afrobaromètre	Politiste	sbabaly@hotmail.com
9. Thomas Heimgartner	METAGORA	Géographe	Thomas.heimgartner@oecd.org
10. Doumbia A. Gakou	DNSI	Statisticienne	assdoumbia@yahoo.fr
11. Siriki Coulibaly	AFRISTAT	Economiste/statisticien	Siriki.coulibaly@afriestat.org
12. Gérard Osbert	AFRISTAT	Economiste/statisticien	Gerard.osbert@afriestat.org
13. Nicolas Meunier	METAGORA	Economiste/statisticien	meuniernicolas@club-internet.fr
14. Mireille Razafindrakoto	DIAL/Cipre – IRD	Economiste/statisticien	razafindrakoto@dial.prd.fr
15. Jean-Pierre Cling	DIAL/Cipre – IRD	Economiste/statisticien	cling@dial.prd.fr
16. Eloi Ouedraogo	AFRISTAT	Economiste/statisticien	Eloi.ouedraogo@dial.prd.fr
17. Joseph Brunet-Jailly	IRD	Economiste	Joseph.Brunet-Jailly@ird-ml.org

LA CONFERENCE PUBLIQUE : SITUATION DU MALI EN MATIERE DE GOUVERNANCE, DE DEMOCRATIE ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

La deuxième journée du séminaire était consacrée à un débat public qui a rassemblé près de 200 participants, présents tout au long de la journée. La matinée était centrée sur le cas du Mali, à partir des exposés présentés et discutés la veille, tandis que l'après-midi, prenant appui sur la composante multi-pays des trois projets, embrassait un horizon plus large, afin de resituer le Mali dans le contexte africain. L'ensemble de la conférence était retransmis en direct toute la journée par Radio Kledu FM. Les débats ont été particulièrement animés, preuve de l'intérêt suscité par l'approche. La large revue de presse de la conférence dans les jours suivants confirme cet intérêt.

Après un mot de bienvenue (Issa N'Diaye pour le centre Djoliba), une brève présentation des institutions partenaires de la manifestation (Jean-Pierre Cling pour DIAL et Thomas Heimgartner pour le projet METAGORA) et un mot d'explication sur l'origine, les objectifs et le déroulement de la conférence (Professeur Brunet-Jailly, IRD), on est entré dans le vif du sujet.

Au cours de la matinée, **le thème de la gouvernance et de la corruption**, présenté par M. Konimba Sidibe est celui qui a suscité le plus de débats. La corruption est un problème central au Mali. En effet, selon les enquêtes (qui n'abordent pas le sujet de la même manière), elle ressort comme « importante », ou bien elle est citée assez en tête des problèmes rencontrés par le pays. La corruption est le principal problème de l'administration (90% pour l'enquête 1-2-3, juste devant la politisation, et loin devant l'incompétence de l'administration).

A la délicate question de l'implication des citoyens dans ce processus, une personne interrogée sur 8 déclare avoir subi elle-même le phénomène (deux des trois enquêtes posent cette question directement et obtiennent des résultats similaires). Les corps d'Etat les plus corrompus pour les interviewés sont toujours les forces de justice et de police, ainsi que les services des douanes. Pour Afrobaromètre, la lutte contre la corruption est un des principaux échecs du gouvernement (derrière la sécurité alimentaire et la stabilité des prix). CEA précise que, avec la structure sociale des ménages maliens dans lesquels les tâches sont segmentées et réparties (tout le monde ne connaît pas tout des finances de chacun), il est possible que certains interrogés aient répondu « non » alors que leur ménage a bien été victime de corruption. Il est également discuté de savoir si tout le monde a toujours conscience de participer à la corruption, un petit cadeau n'étant pas forcément un dessous de table. La question reste de savoir si, oui ou non, le pourcentage des personnes concernées (13 ou 15 % selon les enquêtes) est important, ce qui appellerait des comparaisons avec d'autres pays. Mais la concordance des réponses, même si elle laisse quelques incertitudes sur la question de l'ampleur, rassure sur la validité de l'outil.

En terme de gouvernance au sens plus général, le Mali est ressenti par ses citoyens comme plutôt un Etat de droit, sauf pour la question de l'égalité devant la loi (les deux enquêtes qui ont abordé directement la question montrent que celle-ci est largement défailante). Le droit des femmes est encore une autre question ouverte au Mali (mais il semble que la prise de conscience ne soit encore que partielle sur le sujet).

Les questions liées au fonctionnement de la démocratie, présentées par M. Mahmoud Sacko de la DNSI, ont également suscité de vifs débats. En particulier, le fait qu'un quart des Bamakois déclare souhaiter un retour des militaires au pouvoir (*enquêtes 1-2-3*). Enfin, **le thème de la lutte contre la pauvreté et de l'accès aux services publics**, présenté par le Professeur Massa Coulibaly a également été abordé.

Au cours de l'après-midi et sur chacun de ces thèmes, les résultats sur le Mali ont été mis en perspective avec ceux concernant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest (Mlle Mireille Razafindrakoto pour l'enquête 1-2-3) et ceux concernant 15 autres pays africains (MM. Gyimah-Boadi responsable pour l'Afrique de l'Ouest et Babaly Sall responsable pour le Sénégal, tous deux pour Afrobaromètre).

Cette mise en perspective régionale a permis de revenir sur certains aspects du débat de la matinée lié aux spécificités maliennes.

La dernière session de l'après-midi a été consacrée aux objectifs, aux enjeux et aux perspectives des trois initiatives, à partir d'exposés préparés par des représentants régionaux des trois projets ; bien que programmés, les représentants de la CEA se sont décommandés à la dernière minute, apparemment pour des raisons de type bureaucratique. Le débat a été enrichi par deux communications supplémentaires : Marie Wolkers, représentante de l'ONG *Transparency International*, spécialement venue à Bamako pour l'occasion, a présenté un inventaire des initiatives locales en matière de mesure de la corruption dans 25 pays ; Martin Balepa, Directeur général d'AFRISTAT, est intervenu en guise de conclusion en évoquant les nécessaires précautions à prendre dans l'usage des résultats des sondages d'opinion, qui comme tout instrument statistique présentent des avantages mais aussi certaines limites.

Plus encore peut-être que l'originalité et la haute tenue des présentations, c'est à l'aune de la qualité des interventions du public, et du dialogue qui s'est alors instauré, que l'on peut juger le succès de la conférence. Parmi les nombreuses questions et commentaires de la salle, merveilleusement orchestrés tout au long de la journée par le président de séance, Emmanuel Sagara, nous mentionnerons à titre illustratif trois d'entre elles (l'ensemble étant présenté en annexe) :

- Mme F. Sidibe, Directrice de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), s'est chaleureusement félicitée de la tenue de cette conférence. Elle a reconnu que lorsque les questions de gouvernance et de démocratie ont été abordées pour la première fois par la DNSI à travers l'*enquête 1-2-3*, cela a suscité une certaine inquiétude ; non pas tant sur l'importance de traiter de ces thématiques, car elles sont aujourd'hui partie intégrante des politiques de lutte contre la pauvreté et du CSLP, mais concernant la validité des instruments de mesure : les enquêtes auprès des ménages permettent-elles d'obtenir des indicateurs fiables ? Les enquêtés sont-ils capables de comprendre les questions ? La cohérence interne des résultats de l'enquête 1-2-3 et la forte convergence des résultats des trois projets au Mali ont finalement levé les appréhensions qu'on pouvait avoir dans ce domaine. Mme Sidibe souligne qu'il existe de nombreuses autres pistes de réflexion et conclut que cet effort est à exploiter et à poursuivre ;
- M. Bill, Représentant de la Coopération suisse, confirmant le grand intérêt des enquêtes, fait une proposition : « pourquoi ne pas saisir les députés en allant présenter ces résultats à l'Assemblée nationale ? ». Les députés pourraient alors mieux prendre connaissance des réalités et esquisser des réponses ;
- Pr Y. Diakité, ancien ministre, considère que la richesse des résultats mérite une diffusion beaucoup plus large. En tant que dirigeant de parti politique, il assure que ce type d'informations peut être très utile pour les partis, et plus largement pour le fonctionnement de la démocratie.

*
* *
*

Trois conclusions majeures se dégagent de ce séminaire :

- la grande cohérence des résultats des trois enquêtes, menées de manière totalement indépendante les unes des autres, par des organismes et des équipes différentes, apparaît comme une marque de légitimation de cet instrument de mesure comme **outil de connaissance** ;
- l'accueil fait à la conférence, la qualité des débats suscités, l'unanimité de l'intérêt de l'approche, confirme l'existence d'une forte demande sociale pour ce type d'informations, les enquêtes et la diffusion des résultats qu'elles portent leur confèrent un rôle d'instrument du débat démocratique et partant **de renforcement du processus de consolidation de la démocratie**. De plus, contrairement aux doutes préconçus, l'instrument a d'emblée été approprié localement malgré sa nouveauté ;
- une fois accepté le principe des enquêtes du type de celle analysées ici pour la définition, la conduite et le suivi des politiques, il convient de **réfléchir plus avant aux perspectives d'institutionnalisation** de la production, de l'analyse et de la diffusion de ces données. Le rôle de la statistique publique apparaît essentiel, mais elle n'est pas la seule.

Pour poursuivre dans la lignée du séminaire, deux pistes ont été suggérées :

- du côté de l'offre (production des connaissances), **les comparaisons entre les trois projets devraient être affinées et complétées et les contributions finalisées et publiées** au niveau national (actes du séminaire) et international (revues scientifiques) ;
- du côté de la demande (diffusion des résultats et débat démocratique), **ce type de conférences devrait être multiplié, notamment en direction de l'échelon local**, de façon à ce que les acteurs à la base et la société civile dans les régions puissent aussi bénéficier des informations et participer à ces débats ; reste à trouver les relais institutionnels capables d'organiser ce genre de manifestations sur le terrain.

ANNEXE

SUIVI DES DEBATS DE LA CONFERENCE

Samedi 12 juin 2004

(notes prises par Pr. Massa Coulibably)

Modérateur, président de séance, Monsieur Sagara, qui passera successivement la parole à:

- Issa N'Diaye: "Le Centre Djoliba fait partie des institutions démocratiques de la place"

- Pr. Brunet Jailly: Il fallait tirer avantage de 3 dispositifs régionaux opérant tous en même temps au Mali. Il faut remercier les 3 partenaires locaux que sont USAID, Coopération suisse et GTZ

- Métagora: Atelier complètement en accord v les buts de l'institution

- Dial: Outil de connaissance et débat sur la démocratie

1. Présentations

1.1. Konimba Sidibé de Koniexpertise: Perception de la gouvernance au Mali

La corruption dans la gestion des affaires publiques

- Définition
- Perception de l'ampleur de la corruption
- Expérience personnelle de la corruption
- Structures de l'Etat les plus corrompus
- Evolution de l'ampleur de la corruption

L'Etat de droit

- Dispositions constitutionnelles des organisations de surveillance
- Respect de l'Etat de droit
- Efficacité dans la mise en application de l'Etat de droit

Les politiques économiques et l'environnement des affaires

- Préférence pour l'économie libérale
- Environnement propice au développement des affaires

1.2. Mahmoud Sacko de la DNSI: Perception de la démocratie au Mali – Résultats de trois enquêtes

Légitimité

- Militantisme
- Participation électorale
- Opinion sur la classe politique
- Intérêt pour la politique
- Participation des citoyens aux mouvements politiques
- Notion de "Gauche-Droite"

Régime politique

- Etat de la démocratie
- Fonctionnement de la démocratie au Mali
- Méfaits de la démocratie
- Type de gouvernance souhaitée par sexe
- Type de gouvernement souhaité
- Décentralisation

1.3. Massa Coulibaly de GREAT: Lutte contre la pauvreté au Mali

Evaluation de la Pauvreté

- Les plus importants problèmes
- A qui s'adresser en cas de manque

- Score de pauvreté
 - Classe de pauvreté
- Accès aux services publics
- Appréciation des services publics
 - Education
 - Santé
 - Eau et électricité

Le modérateur retiendra:

- Il faut souvent avoir des bras longs
- Efficacité unanime de l'Etat de droit
- Contradiction dans la lutte contre la pauvreté

Discussions

Mr Kimbiry (journaliste):

- Corruption an niveau de la Santé et de l'Education

Modibo Diakité (ancien ministre):

- Pertinence de l'échantillonnage
- Interrogations sur notre histoire
- Comparaison avec d'autres Etats

Mme Coulibaly Salimata (présidente ASCOMA):

- Résultats clairs et nets mais timide analyse des résultats
- Satisfaction par rapport à la transparence
- Les méfaits de la démocratie au plan familial
- Les chiffres de EDM corroborent vos chiffres d'enquêtes
- Le faible rapportage des violations faites aux droits de l'homme pourrait s'expliquer par le fait que ceux qui animaient le mouvement démocratique sont aujourd'hui aux affaires

Mamoutou Fané (DRSP Bamako):

- Comparaison par rapport à Mali-2025 de 1997-98

Mr Cheichné Hamallah Dravé (enseignant):

- Certains chiffres devraient être des erreurs et donc à corriger e.g. 24 % de maliens pour le retour de l'armée, 55% de satisfaits de l'administration

Me Cissé (avocat)

- Bonne méthodologie pour coller à la réalité
- Contradiction entre certaines perceptions et la réalité peut être pour des problèmes d'échantillonnage
- Définir correctement la corruption
- Confusion entre Etat de droit et démocratie

Sidi Dao (socio-anthropologue):

- Définir la base de sondage
- Est-ce que ce n'est pas ceux qui acceptent de répondre aux questions qui biaisent les résultats

Monsieur Gouané (technicien action sociale):

- Seule la démocratie importe et non la gouvernance

Me Hamidou Diabaté (ancien ministre, secrétaire général du PARENA):

- Quel est le niveau des enquêtés car il y a problème avec la santé
- Contradiction entre le fait qu'il y ait Etat de droit et que les gens trouvent les services judiciaires corrompus
- Le rapportage se faisait à l'EID or cet espace s'est provisoirement arrêté sans qu'il y ait une quelconque institution chargée des droits de l'homme

Bill (Coopération suisse Bernes):

- Que faire de ces genres d'enquêtes ou quelle fonction pédagogique ou quelles utilisations e.g. ces résultats peuvent-ils être présentés à l'Assemblée nationale pour esquisser quelques solutions
- Quelle pertinence de "Gauche-droite"

Djimé Sylla (Fonds d'Equipement des Nations unies):

- Lien de corrélation entre le niveau d'instruction et l'intérêt pour la politique

Mme Rokia Ba :

- Prétest avant d'aller sur le terrain
- "Worosoko" et corruption

- ❑ Corruption, niveau de salaire et cadre peu attrayant de la Fonction publique

Mr Thiam:

- ❑ Pertinence "Gauche-droite"
- ❑ Présence de socio-anthropologues dans les équipes de recherche

Pr Touré (FAST)

- ❑ A l'IED, il se posait de moins en moins de problèmes sérieux, alors tant mieux si l'espace est interrompu

Pr Younouss Hamèye Dicko:

- ❑ Intégrer la peur dans les rapports
- ❑ Prendre en compte la presse libre dans le cadre des droits de l'homme
- ❑ La contradiction entre les taux de participation des enquêtes et ceux officiels s'explique par les vols, le délestage des voix des urnes

Mme SIDIBE Fatimata (Directrice DNSI)

- ❑ Appréciation positive de la conférence, pour un travail très sérieux et très clair
- ❑ Rapprochement de 3 sources d'information avec beaucoup de résultats concordants
- ❑ La valeur de cet effort est à exploiter et il existe de nombreuses autres pistes de réflexion
- ❑ Il faut que les chiffres choquent parfois pour que les chercheurs aillent loin e.g. la corruption 85% versus 13%

Col Youssouf Traoré:

- ❑ L'évolution de la corruption est due à l'analphabétisme, surtout en milieu rural
- ❑ Il n'y a pas eu de débats contradictoires dans l'EID, d'où la situation actuelle

Le Modérateur :

- ❑ Le problème de la culture ne semble pas avoir été suffisamment pris en compte.

Quelques éléments de réponse:

- ❑ Les résultats ici sont des opinions des enquêtés, fussent-ils choquants.
- ❑ L'échantillonnage a été fait par des spécialistes de très haut niveau ; toutes les précautions ont été prises. Certains pensent que les enquêtes ont été faites à Bamako ; sauf 1, 2 et 3 était à Bamako seulement, sinon toutes les autres étaient d'envergure nationale.
- ❑ Eléments comparatifs de la corruption par rapport à l'Afrique ? La réponse sera pour les débats de l'après-midi.
- ❑ Rapportages ? Il y a probablement un lien entre le fait que les acteurs de l'AMDH sont aux affaires.
- ❑ Méfaits de la démocratie par rapport à la famille ? Ce n'est pas l'objet, quoique très intéressante comme remarque.
- ❑ Prospective Mali 2025 ? Ce document a été bien consulté.
- ❑ Les chiffres sont choquants, mais ils traduisent une réalité. La méconnaissance des services, liée au niveau de l'enquête peut expliquer ces chiffres.
- ❑ Corruption, affaire personnelle ! Malentendu certainement ; peut être que la définition n'est pas bien comprise, sinon elle n'est pas que personnelle seulement.
- ❑ Etat de droit par rapport à la démocratie, Le premier point se rapporte non seulement à l'application du droit et à l'existence des textes aussi.
- ❑ Libéralisme / dirigisme. Réalité des enquêtes.
- ❑ Le rapportage des manquements aux droits de l'homme était pris en compte dans l'EID, peut être, mais les attentes n'étaient certainement pas satisfaites dans l'application. Effectivement un Comité Consultatif a été créé en 1994, mais n'a jamais fonctionné. Et aucun service n'en est chargé réellement.
- ❑ Echantillonnage standard dans d'autres pays africains.
- ❑ Démocratie / niveau de revenu donne le même résultat en prenant l'éducation.
- ❑ Relativiser les chiffres. Et les mettre dans leur contexte ; par exemple 57 % de satisfaits en Santé ne doit pas être reluisant ! Par ailleurs, c'est par rapport à la qualité des services de santé et non l'accès à ces services.
- ❑ Economie libérale / Economie dirigée : les résultats obtenus sont issus de la synthèse d'une dizaine de questions.

1.4. Mireille Razafindrakoto (DIAL/IRD)

Mise en perspective du cas du Mali:

- ❑ Gouvernance et pauvreté
- ❑ Démocratie
- ❑ Valeurs et normes sociales

Les indicateurs sont de 2 types:

- ❑ Objectifs (basés sur les expériences vécues)
- ❑ Subjectifs (basés sur les perceptions)

1.5. Gyimah Boadi (CDD/ Afrobaromètre)

Couverture africaine de Afrobaromètre

Meilleures conditions de vie sous la démocratie comparativement au passé

Les orateurs internationaux ont parlé de:

- ❑ Fonctionnement de l'administration :
- ❑ Rôle de l'Etat: libéralisation versus intervention de l'Etat (jugement sur la conduite des affaires publiques)
- ❑ Gouvernance et lutte contre la pauvreté: multiples dimensions de la pauvreté et accès à l'information et participation au CSLP
- ❑ Démocratie: adhésion aux principes, fonctionnement de la démocratie, évolution depuis première moitié des années 1990, participation politique
- ❑ Valeurs et normes dans la Société: priorités les plus importantes pour le pays, fonctionnement de la démocratie, évolution depuis première moitié des années 1990
- ❑ Conclusion: cohérence globale des résultats, instruments de connaissance, richesse (analyse approfondie).

Discussions

Modibo journaliste:

- ❑ La corruption touche tous les corps au Mali qui coûterait 96 milliards de francs cfa
- ❑ Les privatisations ont amené beaucoup de difficultés

Lamine Kéïta (directeur CAFPD):

- ❑ Il faut savoir que c'est dans l'aspect macro-économique que l'on se rend compte de l'ampleur du phénomène de la corruption. Voir les responsabilités.

Doulaye Konaté (recteur Université de Bamako):

- ❑ Comment le contexte culturel peut-il influencer les résultats e.g. les droits de l'homme ne sont pas de chez nous
- ❑ La formulation de la question peut influencer les réponses e.g. "Etes-vous pour la peine de mort" Versus "Comment voulez-vous que les gens soient exécutés"

Pr. Yoro Diakité (ancien ministre, FAST):

- ❑ Travail très riche et utile aux partis politiques
- ❑ Où peut-on trouver ces conclusions des différentes études
- ❑ Les statistiques fournies sont apparemment homogènes, cohérentes et globales dans tous ces pays étudiés
- ❑ Est-ce que les gouvernés ont conscience de leur responsabilité vis-à-vis des gouvernants

Allassane Ba (DNP):

- ❑ Ancrage institutionnel des enquêtes
- ❑ Quelle passerelle entre ces 3 enquêtes

Birama Tangara (Aménagement du territoire):

- ❑ Quel est le type de pauvreté privilégié

Pr Younouss Hamèye Dicko:

- ❑ La fierté des Maliens quant à l'appartenance ethnique

Mme Mama Camara (Présidente de l'association des femmes compressées):

- ❑ Qu'est-ce que la lutte contre la pauvreté quand on sait que les femmes compressées sont les premières pauvres du Mali.

Quelques éléments de réponses

- ❑ L'adhésion aux principes démocratiques est fonction du niveau d'éducation mais il n'y a pas de différence pour ceux qui sont favorables à la démocratie
- ❑ Que le contexte culturel puisse influencer les résultats est une interrogation que l'on peut se poser
- ❑ La pauvreté est multidimensionnelle comme le montrent la plupart des tableaux présentés
- ❑ Un site héberge les différents résultats de Afrobaromètre.

2. Opinions publiques en Afrique

2.1. François Roubaud (DIAL/IRD):

- Le contexte est à l'échec relatif des PAS
- Les enquêtes peuvent difficilement prévoir les bouleversements en cours comme le conflit ivoirien qui mobilise des minorités et non les populations qui se trouvent prises en tenailles

2.2. Marie Wolkers (Transparency International)

Inventaire des initiatives locales des 25 pays pour 22 indicateurs

Objectifs et impacts attendus:

- Sensibiliser avec des indicateurs (indice de perception de la corruption, potentiel des coûts pour promouvoir la sensibilisation, production des données plus précises, implication des partenaires)
- Promouvoir les réformes
- Mesurer les changements (2000 individus au Kenya)
- Plaidoyer et soutien à la prise de décision (corruption dans un contexte économique, causes de la corruption et revendication de changement, institutions perçues comme plus corrompues e.g. 50 institutions classées au Kenya)
- Avoir un impact sur l'évaluation et l'amélioration des stratégies en matière de bonne gouvernance
- Améliorer la visibilité des organisations de la société civile ou des centres de recherche

Limites de l'action:

- Financement
- manque de capacités techniques de certains partenaires
- difficulté de collecte de certaines données
- difficultés de mesurer des expériences réelles.

2.3. Gyimah Boadi (CDD Afrobaromètre):

- Le réseau et son organisation
- La dissémination et les publications
- Les bailleurs de fonds
- Les réalisations
- Les défis (coûts et implications logistiques, qualité des enquêtes, mobilisation des fonds, longueur du questionnaire, comparabilité internationale)

2.4. Martin Balepa (Directeur Général Afristat): Les sondages d'opinion

Conditions de l'objectivité:

- Les conditions de l'interview
- La maîtrise de la question par les répondants
- La formulation de la question
- La représentativité de l'échantillon

Principaux enseignements:

- Renforcement de la communication
- Renforcer les conditions techniques de conduite des enquêtes
- Diffuser largement les résultats
- Poursuivre l'évaluation de la pertinence des résultats

3. Mots de conclusion

Pr Brunet-Jailly:

- Il y a une demande de ce genre d'information

Modérateur

- Il n'y a pas de développement sans recherche
- Méditer cette réflexion d'un paysan qui demandait "Cette indépendance, quand est-ce qu'elle va finir ?"

11 JUIN 2004
Atelier scientifique

9h	Accueil des participants
9h15-9h45	Introduction : Présentation des trois dispositifs d'enquête (objectifs; échantillon national ou non, taille, base de sondage; modalités de l'enquête; modalités de l'exploitation...)
9h45-11h	<p>Session 1 : gouvernance Présentation des résultats sur les thèmes La corruption dans la gestion des affaires publiques Ampleur du phénomène Structures les plus concernées par le phénomène Etat de droit Réalité dans les textes de base Réalité dans les pratiques, mesurée par: La volonté des dirigeants ou leur adhésion à l'Etat de droit La capacité des institutions Le respect de l'Etat de droit Politiques économiques et environnement des affaires Politiques en cours Environnement des affaires i.e.: Accès aux moyens de production (ressources humaines, terre, financement, services de base,etc.) Justice Administrations économiques: DNTCP, DGI, DNCC</p> <p>Discussion</p>
11h	Pause
11h15-12h30	<p>Session 2 : Démocratie Présentation des résultats sur les thèmes La légitimité de la représentation politique Militantisme Vote Opinions sur les élus ou perceptions de la représentativité des élus Régime politique Perceptions de la démocratie au Mali Perceptions du fonctionnement de la démocratie au Mali</p> <p>Discussion</p>
12h30	Pause déjeuner
14h30-16h	<p>Session 3 : Lutte contre la pauvreté Présentation des résultats sur les thèmes La lutte contre la pauvreté Place de la pauvreté parmi les problèmes nationaux Perceptions populaires de la pauvreté Ciblage de la pauvreté dans l'allocation des ressources publiques Mesure et profils de la pauvreté L'accès aux services publics Aspect géographique Aspect financier Qualité des services</p> <p>Discussion</p>
16h-16h15	Pause
16h15-17h45	Commentaires et conclusions

12 JUIN 2004

Conférence-Débat

9h	<p>Bienvenue (Père Verstraete, Centre Djoliba; Joseph. Brunet-Jailly, IRD; Thomas Heimgartner, Metagora; Jean-Pierre Cling, DIAL)</p> <p>Présentation des institutions et des intervenants (J. Brunet-Jailly) : Mahmoud Sako (DNSI), Professeur Massa Coulibaly (GREAT), Ministre Konimba Sidibe (Koni-Expertise), François Roubaud et Jean-Pierre Cling (IRD-DIAL), Martin Balepa et Gérard Osbert (AFRISTAT), Babaly Sall et Emmanuel Gyimah-Boadi (Afrobarometer)</p> <p>Présentation du programme de la journée (J. Brunet-Jailly)</p>
9h30-10h30	<p>Les grandes tendances de l'opinion publique malienne en matière de gouvernance, Etat de droit, démocratie et lutte contre la pauvreté</p> <p>Présentation des résultats par thème :</p> <ul style="list-style-type: none">-Gouvernance (Konimba Sidibe)-Démocratie (Mahmoud Sako)-Lutte contre la pauvreté (Massa Coulibaly)
10h30-12h30	Questions et discussion
12h30-13h30	Pause
13h30-14h15	<p>Les grandes tendances de l'opinion publique en matière de gouvernance, Etat de droit, démocratie et lutte contre la pauvreté en Afrique</p> <p>Présentation de quelques résultats comparatifs :</p> <ul style="list-style-type: none">-Mireille Razafindrakoto (Module enquête 1-2-3) (présentation disponible prochainement)-Emmanuel Gyimah et Babaly Sall (Afrobaromètre)
14h15-14h45	Questions et discussion
14h45-15h30	<p>Conclusions : intérêts et limites de l'étude de l'opinion publique en Afrique ?</p> <p>François Roubaud (DIAL-IRD) Emmanuel Gyimah et Babaly Sall (Afrobaromètre) Marie Wolkers (Transparency International) Martin Balepa (D.G. Afristat)</p>
15h30-16h	Questions et discussion
16h	Clôture